

Premières Nouvelles de la Krutenau

N° 16

3.00 Francs

sept-oct-nov 81



D'Krutenau singt immer noch !



KRUTENAUER FESCHT/ «FÊTE DE LA KRUTENAU»

"Au CARDEK, on est trop sérieux : réunions, cellule technique, OPAH, HLM, APL, lettres, permanences, dossier de subvention, etc... Si on faisait une fête ;

— Oh oui, oh oui ! la dernière était Place des Orphelins en 1970 et des poussières ;

- ouais, ce serait chouette !

- Bon, tout le monde est d'accord, il suffit de fixer les dates de réunion pour l'organisation de la fête, décider où et quand elle se déroulera, dessiner et tirer l'affiche, écrire pour obtenir les différentes autorisations, s'occuper des branchements d'eau et d'électricité, trouver une piste de danse et un podium, prévoir les boissons et la bouffe, inviter les chanteurs et les orchestres.

- O yé, mais c'est un boulot fou !

- Ouais, en plus, il faut le faire sérieusement !"

C'est comme ça, qu'après un sérieux coup de crayon, de pinceaux et de colle, les premières affiches annonçant la Krutenauer Fesch, essayèrent de se trouver une place parmi les affiches électorales des législatives.

Urgent !

Comité des Fêtes angoissé cherche matériel pour réussir fête

Le Comité des Fêtes (Brigitte, Marie Odile, Josie, Alain, Jacques, Claude, Patrick et Frantz) se réunit chaque semaine depuis bientôt deux mois pour organiser la fête. La semaine précédant le 13 juin il pleut, il fait gris. La météo annonce : "s'il ne pleut pas de trop, il fera peut-être beau" ; les météorologistes, avec cet été pourri, ne se mouillent pas de trop. Après de multiples et fébriles coups de téléphone, les problèmes techniques se règlent peu à peu. Les musiciens alsaciens, tures et arabes sont invités et répètent sans relâche. Le tract annonçant le programme de la Fête est distribué dans toutes les boîtes aux lettres du quartier. Reste un seul et unique problème essentiel :

Couscous oder Grumbeere- salat met Knackwarschtle ?

Etant donné la présence à la Krutenau de populations d'origines diverses : alsaciennes, immigrés et autres (ceux de l'intérieur), et la Krutenauer Fesch devant être la fête du quartier, il a été décidé que les deux menus figureraient au plat du jour, avec de plus, des merguez et des saucisses à frire. Pour la même raison, se succéderont sur le podium chanteurs alsaciens, tures et arabes. Bon, tout était décidé, il ne restait plus qu'à cuire 100 kg de couscous, 20 kg de salade de pommes de terre, 80 mètres de merguez et de saucisse, une trentaine de tarte et de gâteaux, 30 litres de cafés.

Noch a mol merci !

Pour mettre en pratique toutes ces bonnes idées, il était nécessaire d'élargir le Comité des Fêtes. Usant de ses relations dans le quartier, ses voisins et amis (personnes ayant participé aux cours de couture, animation enfants, entraide scolaire, contacts avec des gens pour des problèmes de logement) le

Comité des Fêtes fut secouru de toute part : Les alsaciens (Mme Henel et Mme Bergmann) prépareront une salade de pommes de terre et des knacks. Marie Josée de la rue de Zürich, Marthe de la rue Ste Madeleine et tant d'autres feront des gâteaux. Les immigrés du Renard Prêchant (MM Chaleb, Belkeram, Abib) cuisineront pendant 6 heures le couscous pour 100 personnes dans la cuisine improvisée du 13, rue du Général Zimmer.

Par ailleurs Mme Matt organisera le stand de flechettes, Dorothée, Hapè, Claire, Gilbert et Myriam tiendront avec les enfants les stands de pêche au bouchon, du jeu de massacre ou encore le stand de boissons et saucisses. D'autres donneront encore un coup de main pour monter le podium comme Marc le cordonnier et M. Poncet qui en plus confectionnera deux grands barbecues soudés main et sur mesure !

13 juin, Place du Foin

Il ne pleut pas, il y a même du soleil. Un petit vent fait balancer les guirlandes électriques. Ça ne sent pas encore la merguez et la saucisse grillée, car on est seulement en train d'installer la sono gracieusement prêtée par Alain et Serge du groupe "Alain Mobil Show" ainsi que les stands de jeux. Mais les gamins sont déjà tous là. 15 H. Une première



notamment remarquer que les enfants d'origine étrangère ont de grandes difficultés pour s'adapter à un enseignement de l'allemand particulièrement de haut niveau dans les établissements d'Alsace ; l'étude de l'italien ou de l'espagnol était pour eux moins difficile et l'on pouvait noter que les enfants choisissant ces langues latines étaient fréquemment d'origine portugaise, italienne, espagnole ou arabe. Selon les

mentait une représentante des parents d'élèves.

A l'appui de cette hypothèse : les manipulations de la carte scolaire par le rectorat. Jusqu'en 1980, la carte n'existait pas et le principe adopté était qu'en fonction du lieu de résidence de l'élève et de la section demandée, l'établissement d'accueil soit le collège le plus proche ou le plus facilement accessible. La mise en place de la nouvel-



parents et les professeurs, la suppression de l'enseignement de ces deux langues allait avoir des conséquences préjudiciables pour des enfants du quartier, qui, s'ils maintenaient leur choix pour l'italien ou l'espagnol allaient devoir s'inscrire dans des établissements éloignés de leur domicile. A la contrainte des déplacements plus longs s'ajoutera pour la plupart d'entre eux la perte du droit à la demi-pension puisqu'ils seront alors inscrits dans ces établissements par dérogation ; comme disait une mère de famille, "plus vous faites de chemin, moins vous avez d'avantage". La décision concernant l'espagnol paraissait d'autant plus suspecte que déjà une vingtaine d'élèves de 5ème s'étaient portés candidats pour étudier cette langue l'année suivante. Pour être complet, il faut ajouter qu'en échange de l'espagnol, le Collège obtenait le grec moderne au sujet duquel on s'interrogeait ; une compensation, mais pour qui ?

Ces mesures préjudiciables aux élèves, le sont également au Collège Fustel car elles auront pour conséquence une baisse des effectifs. Aussi l'hypothèse du démantèlement était-elle émise : « avec 250 élèves issus du quartier, on ne garde pas un collège ouvert » com-

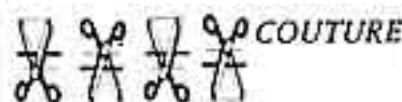
le carte privera le collège Fustel d'élèves qui sont désormais écartés de son secteur de recrutement : avec amertume il était constaté que le secteur du Collège Fustel perdait des immeubles d'habitation, avec ironie on ajoutait qu'il conservait la piscine municipale, le campus universitaire, le FEC, la Cathédrale, le séminaire... Là où il n'y a pas d'enfants.

Face à ces difficultés que rencontre le Collège, face à la pénurie organisée (déplacement des élèves pour l'éducation physique aux frais des parents, dégradation des locaux, escaliers dangereux, absence de conseiller d'éducation...) les parents et les professeurs s'interrogent sur le rôle qu'on leur fait jouer, sur cette concertation qu'ils appellent de leurs vœux en siégeant au Conseil d'Etablissement. La participation des parents à la gestion des affaires scolaires qui a été souhaitée par le ministère se heurte constamment à la toute puissance de l'administration. C'est un paradoxe qui heureusement ne semble pas avoir découragé les parents élus du Collège Fustel ; avec les professeurs ils reprendront leur travail à la rentrée.

Il est vrai qu'ils auront alors affaire à un nouveau recteur,

Joël COLIN

Petites nouvelles de la Krutenau



Les cours de couture organisés par le CARDEK 13, rue du Gal Zimmer reprennent à la rentrée, octobre 81. Renseignements au CARDEK 16, rue de l'Abreuvoir.

PERMANENCE ADMINISTRATIVE GRATUITE

Chaque lundi de 18 h à 19 h pour vous aider à :
- remplir et comprendre les formulaires (sécurité sociale, préfecture etc...)
- écrire des lettres à l'administration, à l'employeur, etc...

PERMANENCE JURIDIQUE GRATUITE

Un avocat est à votre disposition chaque jeudi de 18 h 30 à 19 h 30 au 16, rue de l'Abreuvoir pour vous aider à résoudre gratuitement vos problèmes juridiques de tous ordres. Alors n'hésitez pas...

Petites annonces

Nous souhaiterions que le logement soit un service public et que chacun puisse trouver facilement appartement à ses mesures. Ce n'est malheureusement pas encore le cas : les annonces de demande de logement restent la plupart du temps sans réponse. C'est pourquoi nous ne passons pas de demande de logement dans ce journal. Par contre, nous faisons paraître les propositions d'échange de logement car elles peuvent trouver amateurs.

La Rédaction

Cherche à échanger 4 pièces chauffage central individuel au gaz salle de bains conventionné APL contre 3 pièces sans chauffage central, quartier Krutenau. S'adresser au CARDEK pour laisser coordonnées.

Echange 3 pièces cuisine sans confort (loyer 225 F charges comprises) au 2, rue des Forges contre 3 ou 4 pièces avec salle de bains mais sans chauffage central. S'adresser à : Beaufigeau 2, rue des Forges.

Vends vélo homme 3 vitesses prix à débattre
s'adresser : C. et D. Donnedfeld
15b, rue Fritz Tél. 36.42.75

Vends meuble de musique en chêne
s'adresser : Mme Lobstein
56, rue de la Krutenau

Cherche personne pouvant garder mon chat (femelle stérilisée) pendant mes congés (hiver en général) contre rémunération ou de préférence service similaire.
Malou Schneider 46, rue de la Krutenau
Tél. : 32.48.95 entre 9 H ou 14 H - 18 H.

À Vendre ou à céder :
cuisinière 3 feux, frigidaire, buffet de cuisine, poêles à mazout, armoire plastique, sommier métallique. S'adresser à M. J. Lichte, 1 rue de la Tour Strasbourg - Koenigshoffen.

L'Association de Solidarité avec les Travailleurs Turcs

ASSTU... Un sigle encore mal connu, peut-être, et un peu mystérieux. Il suffit de voir le nombre de gens qui ne savent l'écrire, orthographiant tantôt ASTU, tantôt ASSTU. Qu'est ce dont que l'ASSTU ? L'Association de Solidarité avec les Travailleurs Turcs, association membre du CLAPEST, l'un des groupes qui vivent à Strasbourg une solidarité quotidienne avec les immigrés. On pourrait se demander pourquoi cette association s'est spécialisée dans la solidarité avec les seuls turcs. En fait, il ne s'agit pas vraiment d'un projet réfléchi, il faut bien l'avouer, et bien entendu, nous n'avons jamais refusé dans nos activités la présence de maghrébins, à côté des français et des turcs. Mais l'ASSTU a son histoire particulière.

Elle est née en 1974, de la fusion et de l'organisation en association déclarée de deux groupes plus ou moins informels qui se trouvaient précisément actifs auprès de turcs : l'un d'eux soutenait dans leurs immenses difficultés des travailleurs turcs de la tristement célèbre usine Roth Frères à la Moineau, tandis que l'autre donnait des cours d'alphabétisation dans le centre ville. Deux groupes de solidarité avec des turcs : le nom de l'association était tout trouvé. Depuis 1974, l'ASSTU a beaucoup grandi et multiplié ses activités et lieux d'implantation. Sa vocation l'amène à travailler fondamentalement avec des familles turques et des associations turques. Et il est vrai que l'immigration turque présente quelques spécificités par rapport aux autres : elle est plus récente et du même coup moins insérée mais aussi moins atteinte par la destruction sociale, familiale et culturelle que la société française impose aux immigrés. Un des signes de cette résistance est d'ailleurs une certaine réticence des adultes turcs à apprendre le français. Et puis, la communauté turque est la communauté immigrée qui comporte le plus de primo-arrivants, le regroupement familial ayant commencé plus tard. D'autres aspects contribuent à l'originalité de cette communauté : Par exemple, l'existence de la guerre civile turque, qui entraîne des conséquences du reste contradictoires : le nombre de turcs fortement politisés (dans des sens opposés) est plus grand, mais à l'inverse, beaucoup ont peur de cette politique et refusent tout ce qui ressemble même de très loin à une activité politique. D'autres ont déjà une expérience syndicale militante en arrivant en France et ne se laissent pas faire, alors que les ex-paysans venus d'Anatolie ou des

montagnes kurdes n'ont aucune expérience de la vie ouvrière. Tous ont en commun un sens national doublé d'un grand attachement à leur culture propre.

Bien sûr, les turcs connaissent tous les problèmes des immigrés arrivant en France : plongés dans une culture et un mode de vie totalement différents des leurs. Exploitation des travailleurs : combien d'histoires ne pourrait-on raconter sur ces sergents-racoleurs partant recruter en Turquie des troupes de travailleurs, leur faisant miroiter des gains mirifiques, les ramenant par avion spécial, leur confisquant leurs papiers d'identité une fois arrivés pour mieux les tenir à leur merci, leur vendant à prix d'or des contrats de travail, leur imposant des conditions de travail abominables et cela jusqu'à 60 voire 70 heures par semaine, ne parlons pas des travailleurs clandestins. Oui, cela s'est réellement passé en Alsace. Que ceux qui sont visés se reconnaissent.

Autres problèmes : le logement, les années d'attente auprès des HLM. Sans HLM, pas de possibilité de faire venir la famille, et quand découragé, ce travailleur se fait rejoindre par sa famille pour s'entasser dans deux pièces c'est le refus de séjour. Que dire de l'évidente discrimination auprès des propriétaires qui évitent les turcs. Autre difficulté : les relations compliquées avec l'administration.

Et puis, encore le racisme quotidien, qui semble placer les turcs tout en bas de l'échelle de l'immigration. Et comment oublier le passé tout récent, la politique de l'ancien gouvernement violemment hostile aux immigrés, avec ses refoulements, ses expulsions, les tracasseries de l'administration ou de la police...

Face à cette avalanche de problèmes, que fait l'ASSTU ? Au début nous avons surtout dû répondre à des besoins criants, enseigner le français, fournir des interprètes et des traducteurs... Et puis peu à peu, de nouveaux problèmes sont apparus : les questions culturelles, la place des femmes, et de plus en plus les difficultés des enfants voués à l'échec dans une école française qui ne fait aucune place à leur culture, pris entre deux mondes, ce qui les met souvent en conflit avec leurs parents sans qu'ils soient pour autant bien acceptés par la société française.

Heureusement qu'il y a des signes encourageants. Les turcs sont de plus en plus capables de s'organiser et de se

défendre eux-mêmes. Des solidarités avec des familles françaises populaires, avec d'autres associations que la nôtre, au CLAPEST, au CARDEK, se nouent. Certains organismes sociaux ou culturels s'ouvrent à ces problèmes. Et l'on peut espérer à présent une politique plus favorable à ces étrangers qui ont construit avec nous français, notre prospérité.

Cela dit, le travail ne risque pas de manquer de sitôt à l'ASSTU : Celle-ci organise toute sorte d'activités :
- cours d'alphabétisation qui restent nécessaires (français, technique etc)
- des cours pour femmes : alphabétisation mais aussi rencontres, couture, explication de la vie française (commerces, santé, administration)
- avec les enfants : rattrapage scolaire, animation de loisirs et d'expression
- activités culturelles (danses, fêtes) interprétariat et traduction
- information sur la Turquie et sur les immigrés turcs, débats etc
- démarches auprès des municipalités, administration etc
- solidarité dans la vie quotidienne (papiers, logement)

Nos activités sont implantées un peu partout dans Strasbourg : Centre, Neuhof, Haute-pierre, Montagne Verte, Neudorf, etc et bien entendu à la Krutenau où des cours femmes ont été organisés (et même pendant un temps au local du CARDEK) ainsi que des cours d'alphabétisation pour hommes. Le local de l'ASSTU se trouve d'ailleurs en bordure de la Krutenau au 19, quai des Bateliers.

Nous avons aussi des contacts avec des groupes d'autres villes en particulier Mulzig A Strasbourg, nous sommes une trentaine de militants, tous bénévoles. Au début, la quasi totalité des membres étaient des étudiants. Maintenant l'on trouve des gens de tout âge avec une dominante jeune, et de toute profession, ce qui nous permet d'avoir un noyau militant plus stable.

Notre orientation, c'est de faire que, de plus en plus, les turcs se prennent en charge eux-mêmes, deviennent autonomes et puissent tenir pleinement leur place dans notre société, à égalité avec les français, c'est d'obtenir que les gens de toute nationalité s'acceptent, vivent ensemble, échangent, soient tous reconnus, dans leur droit et dans leur dignité. Pour en arriver là, nous nous rendons bien compte que nous ne sommes à l'ASSTU, ni très forts, ni très influents. Nous manquons de tout, nous aurions besoin de subventions importantes, de matériel, de locaux plus variés et surtout de militants plus nombreux.

Alors, si certains d'entre vous, lecteurs, sont intéressés, qu'ils viennent voir, ou qu'ils écrivent à l'ASSTU, au 19, quai des Bateliers, ou encore qu'ils téléphonent au CLAPEST (22.12.93).

Mais de tout façon, le plus important pour nous, c'est que se nouent, s'affermissent, se renforcent les liens d'amitié et de solidarité entre les français, les turcs et tous les habitants de la Krutenau et d'ailleurs, et que chacun s'enrichisse de l'autre.



* le *Katzensteg*, ou Pont-aux-Chats, était un important lieu de passage entre la Krutenau et les quais de l'Ill (il est mentionné dès 1307 dans les archives de la ville) on y accédait par des escaliers, d'où l'appellation de *Steg*. Après l'installation d'une écluse à cet endroit en 1734, le pont fut remplacé par une passerelle avec escaliers ; elle reliait la place du Pont-aux-Chats - *Am Katzensteg* - et le quai qui de l'autre côté ne formait qu'un étroit passage le long des murs de l'enceinte.

* D'après les fouilles archéologiques faites en 1970, la tour Sainte-Catherine a été bâtie en 1347, sur une étroite bande de terre fortifiée et entourée d'eau de tous côtés (Fossé des Orphelins) à l'emplacement des anciens N° 16 et 16b de la rue de Zürich, actuellement terrain vague-parking. Elle remplaçait vraisemblablement une première tour en bois et était, elle, bâtie en briques, avec un soubassement de gros blocs de grès reposant eux-mêmes sur une plate forme en bois soutenue par des pilotis enfoncés dans le gravier et la nappe phréatique.

Seyboth rapporte que sur le côté de la tour figurait un bonhomme en pierre, en souvenir d'un batelier strasbourgeois pendu par les paysans de Rhinau parce qu'il avait volé du bois dans leur forêt. Depuis, les habitants de Rhinau qui livraient du bois à Strasbourg par le *Rheingiesen* devaient payer le *Diebschilling*, l'argent du voleur.

* le pont Sainte-Catherine reliait la rue des Orphelins à la rue de la Krutenau, qui se prolongeait alors dans l'actuelle rue Sainte-Catherine. Ce pont est indiqué de façon constante dans les plans et documents de la ville depuis le 15e siècle.



LA PASSERELLE DU BROCHET A LA KRUTENAU — 1868 — HECHTENBRÜCKE

* après un large virage devant le "Renard Prêchant", suivi d'un fort rétrécissement juste avant l'extrémité de la rue de la Krutenau, le cours d'eau était ensuite bordé de quais : au Nord par le quai-aux-Chevaux, ou *Gaulstaden*, au Sud par le quai du Brochet, suivi du quai-aux-Fleurs, reliant les deux, la passerelle du Brochet, mentionnée en 1297 sous le nom de *Hobe Steg* (comme au Pont-aux-Chats, l'accès à la passerelle se faisait par des escaliers). Sur le plan Morant, c'est un pont couvert d'un bâtiment en bois, qu'on appelait *die gedeckte Brücke*, parfois *die kleine* ou *die neue gedeckte Brücke*, pour ne pas le confondre avec les Ponts Couverts ; à partir du 18e siècle il s'appellera Pont du Brochet, *Hechtenbrücke*.

A cet endroit, la vie était fort animée le long de l'eau : de nombreux lavoirs bordaient les quais et les lavandières y étaient fort actives (il y avait une blanchisserie non loin de là), faisant même sécher leur linge sur la rambarde de la passerelle, comme nous le montrent des photos prises vers 1860 ; les pêcheurs attendaient le poisson : brochet, goujons et autres ... Sur les quais, plusieurs estaminets et brasseries : *Zum Gaul* - Au Cheval Blanc, *Zum Hirtzel* - Au Cerf, *Zu den drei Hechten* ; la brasserie des Trois Lys d'Or (devenue Au télégraphe) était d'ailleurs au siècle dernier, renommée pour ses fritures de goujons du canal.

* une passerelle fut jetée par-dessus l'eau, juste avant l'Hôpital Militaire (aujourd'hui Cité Administrative), à l'endroit appelé *Kapuzinerschleuse*, d'après le couvent des Capucins installé de l'autre côté de l'eau. Au 19e siècle, la passerelle fut transformée en pont mobile.

* c'est sans doute légèrement plus en amont que s'élevait la *Johannisbrücke*, qui était aussi un pont couvert (*die obere gedeckte Brücke*), muni de grandes herbes dont les grilles pouvaient descendre jusque dans l'eau pour défendre l'entrée du *Rheingiesen* en ville. Il s'appuyait d'un côté contre une tour de l'enceinte, de l'autre contre la muraille et était protégé en avant par une tour de défense installée au 16e siècle.

* Après la construction de la Citadelle par Vauban, le *Rheingiesen*, fortement rétréci à son entrée en ville contrôlée par un octroi, longeait les fortifications jusqu'à l'endroit où il rejoignait le *Ziegelwasser*, c'est-à-dire presque jusqu'au Rhin. Après la création de la rue de Zürich, on pouvait encore voir son cours, devenu étroit et marécageux, au Sud de l'Esplanade. Avec l'aménagement de ce quartier, il disparut définitivement.

Malou SCHNEIDER

Le Guldenturm avec le Pont-aux-Chats. Au fond, le Pont Sainte-Catherine.



9. Les réparations locatives

Dans le cadre de l'entretien d'un immeuble, le propriétaire est tenu de le garder habitable. Mais en principe, le locataire a à sa charge les réparations locatives ou de menu entretien. Le Code Civil énumère les réparations à la charge du locataire et du propriétaire. Cette liste n'est pas limitative.

REPARATION INCOMBANT AU LOCATAIRE

- appareils sanitaires cassés ou écorchés
- arbres (taille, élagage)
- ascenseurs (seulement dépenses d'entretien)
- cheminées (tablettes, ramonage)
- cuvette des WC cassée ou fêlée
- papiers peints (dégradation non due à la vétusté)
- parquets (quelques lames cassées)
- placards (planches, papier)
- sonnettes intérieures
- portes (menuiserie, serrure)
- tapis (taches, brûlures, entretien)
- vitres (sauf cassées par la grêle ou accident de force majeure)
- électricité dans les appartements
- chauffe-bain, chauffe-eau (menu entretien)

Mais les réparations de menu entretien restent à la charge du propriétaire lorsqu'elles sont occasionnées par :

- soit la VETUSTE
- soit par la FORCE MAJEURE

C'est alors au locataire de prouver que les réparations incombent au propriétaire. Par ailleurs les organisations de locataires et de propriétaires ont signé un accord en décembre 1975 qui fixe précisément les réparations incombant à chacune des parties. Cet accord, trop long pour être publié ici, peut être



consulté au CARDEK en cas de litige.

REPARATIONS INCOMBANT AU PROPRIETAIRE

Toutes les autres réparations sont à la charge du propriétaire. Mais il n'est tenu de les effectuer que si elles sont nécessaires pour maintenir l'immeuble en état de servir à l'usage pour lequel il a été loué. Mais cette obligation de réparer subsiste, quel que soit le coût des travaux, et le propriétaire ne peut invoquer pour s'en dispenser ni la modicité de ses propres revenus, ni la disproportion existant entre le montant des travaux nécessaires et les loyers perçus. Dans ce cas, le locataire est tenu de payer son loyer sans pouvoir se prévaloir, pour refuser le paiement des loyers, de l'inexécution par le propriétaire des travaux de réparations nécessaires.

En outre, le locataire peut faire l'avance de certaines dépenses et en obtenir le remboursement. Mais :

- il doit s'agir de travaux d'entretien ou de réparation incombant au propriétaire et que celui-ci est dans la nécessité d'exécuter
- le locataire doit avoir obtenu au préalable soit l'accord amiable du propriétaire (expresse ou tacite) soit une autorisation de justice.

Les réponses d'un avocat

Pour compléter ce dossier sur la loi du 1er septembre 1948, nous avons demandé à Me WELSCH,

avocat, de répondre à quelques questions, ceci, afin de mieux expliciter le décalage existant entre le texte de la loi et son application devant les tribunaux.

Q. Le champ d'application de la loi de 1948 s'est peu à peu restreint, comment cela s'est-il passé et qu'en est-il aujourd'hui ?

La loi de 1948 a été rendue nécessaire par la crise du logement provoquée par la pénurie de locaux d'habitations au lendemain de la Libération. Cette loi visait un certain nombre d'objectifs outre la protection du locataire. Car cette protection particulière, tel le droit au maintien dans les lieux, n'était pas une innovation, des textes précédents l'avaient déjà mis en place.

Ces objectifs consistaient en l'organisation de la réévaluation des loyers et surtout la création d'un secteur de loyers libres. Ceci pour inciter les porteurs de capitaux à investir dans la construction et à leur permettre de faire librement fructifier leur patrimoine immobilier. En effet, la loi restreint d'elle-même son champ d'application aux immeubles édifiés ou achevés avant sa promulgation.

Les exceptions à l'application de la loi sont nombreuses : zones géographiques, date d'entrée dans les lieux, catégorie du local ; ces exceptions n'ont fait que s'accroître avec le temps.

Au cours des dernières années, plusieurs décrets ont écarté du champ d'application de la loi un grand nombre de communes. D'autre part, le parc immobilier soumis à la loi s'est amoindri au fur et à mesure des démolitions ou d'opérations de rénovation augmentant sensiblement le confort des appartements et les faisant changer de catégorie.

Enfin certaines catégories ont été tout simplement "libérées" : les catégories I

exceptionnelle et I en 1967 et la catégorie II A en 1976.

Q. Quand la loi est détournée par un propriétaire, par quels moyens et comment peut-on y répondre ?

Tout d'abord, nombreux sont encore les locataires qui ignorent l'existence de la loi de 1948, son contenu et ses avantages qu'ils pourraient en tirer. Il y a donc un important travail d'information à poursuivre.

D'autre part, les propriétaires "oublient" quelquefois que les appartements qu'ils louent sont soumis aux dispositions légales de 1948 : augmentation sauvage de loyer, loyer illégal, décompte erroné de surface corrigée, catégorie surévaluée... Voilà ce qui est de la violation de la législation sur le prix du loyer. Plus grave est le non respect du droit du locataire au maintien dans les lieux : congé illégal, pressions de toutes sortes...

Le locataire réagit souvent tardivement, il suffirait simplement de s'informer de l'application ou de la non application de la loi de 1948, au logement dans lequel il entre.

Sûr de son droit, le locataire peut engager avec le bailleur discussion et négociation, et obtenir gain de cause.

Mais attention, la loi de 1948 est très précise, pointilleuse et donc parfois difficile dans son application : contestation du prix du loyer, procédure de congé, surface corrigée, etc... Il n'est pas toujours inutile de se faire conseiller par une personne compétente.

Q. En général, les locataires sont réticents à saisir les tribunaux ? Est-ce justifié ?

Il n'y a aucune raison de craindre une procédure. Elle peut être longue, c'est exact, mais à tout moment une transaction peut intervenir entre les parties. La simple "menace" de déclenchement d'une procédure peut favoriser une négociation avec le propriétaire.

Pour ce qui est des frais, dans une telle procédure, ils se réduisent à une avance sur frais d'expertise (éventuellement) et aux frais et honoraires des avocats et huissiers. A remarquer qu'il est toujours possible de demander le bénéfice de l'Aide Judiciaire.

Q. En général, les tribunaux ne sont pas particulièrement favorables aux locataires, quelles conséquences au niveau de l'application de la loi ?

Les tribunaux en matière de fixation de loyers statuent en fonction des conclusions de l'expert. Quant à l'interprétation de la loi par les tribunaux je ne peux que citer un extrait d'un jugement récent qui prétendait que le congé qui lui avait été délivré était nul car n'ayant pas respecté la loi de 1948 :

"Attendu que si aux termes de l'article 19 de la loi de 1948, le propriétaire qui veut bénéficier du droit de reprise doit faire connaître le nom et l'adresse de son propriétaire, ainsi que l'emplacement et le nombre de pièces du local occupé par ce dernier, prescription ne saurait être requise lorsqu'il n'y a aucune possibilité de relogement pour le locataire évicé, sans tomber dans un formalisme étroit et déraisonnable, ce que le législateur n'a certainement pas voulu... que c'est à tort que les défendeurs (les locataires) par une interprétation trop formaliste et trop étroite des dispositions de la législation..." C'est tout dire

TOUT, TOUT, TOUT SUR LE CENTRE AÉRÉ

Chantal MERCIER et Jacques BRESSON

Peut-être êtes-vous passé rue du Général Zimmer au cours du mois de juillet ? Vous avez pu remarquer qu'au numéro 13 dans les locaux du CARDEK un groupe d'enfants s'affairait. En effet, le CARDEK a mis sur pied pendant une dizaine de jours, chaque après-midi, des activités avec les enfants de la Krutenau.

Jusqu'à présent, notre Centre Aéré organisait surtout des activités ponctuelles au cours de l'année scolaire et pendant les vacances. Elles se déroulaient soit dans le quartier, sous forme de fêtes et de jeux (grande fête des enfants, des fêtes de Noël, jeu de l'Oie dans le quartier) soit à l'extérieur de Strasbourg pour des sorties (sortie à vélo à la Wantzenau) ou des camps de plusieurs jours dans les Vosges (Heiligenberg, Waldersbach et Wisches).

Chaque après-midi, une vingtaine d'enfants venaient travailler le bois (réalisation de maisons, de tiroirs et de nichoirs à oiseaux), faire du rotin (confection de corbeilles et de dessous de plat), modeler de la terre et réaliser de petits bricolages (pantins et animaux en papier).

Cette semaine s'est terminée par une sortie dans les Vosges (près du Donon) et par une fête sur le terrain en face de nos locaux au cours de laquelle les enfants ont joué et raconté des histoires. Des gâteaux avaient été préparés le matin même par de petits groupes répartis chez chacun de nous.

Le nombre des enfants qui réalisaient des objets en bois, des paniers, etc... était extrêmement variable. Les enfants allaient et venaient d'un endroit à l'autre quand ils le désiraient, et ce sont les enfants qui venaient vers nous, qui interrogeaient, regardaient et ensuite si cela les intéressait y prenaient part. Nous ne tenons pas à imposer des activités à dates et heures fixes. Pour nous il est important que les enfants puissent poser des questions et nous demander de réali-



ser quelque chose avec eux. Ce afin de ne pas enfermer l'enfant dans un cadre rigide où l'animateur est celui qui dirige et les enfants ceux qui acceptent, car finalement les enfants sont en vacances et nous voulons aussi leur proposer un fonctionnement qui les change de l'école.

Pour nous, il est important de mettre en place une structure permanente à l'endroit où habitent les enfants. Il ne s'agit pas, à tout prix, de faire des activités avec eux (leur apprendre des techniques manuelles) mais plutôt d'avoir des échanges ; c'est pourquoi ces activités continueront au cours des prochains mois. Nous tenons donc à être plus présents avec les enfants dans le quartier qu'à l'extérieur. Cela permet également de rencontrer ceux qui ne peuvent pas venir aux camps.

Ces activités sont ouvertes à tous les enfants du quartier, âgés de 6 à 13 ans.

Elles sont GRATUITES. Au cours du mois de juillet, c'est surtout de jeunes enfants qui sont venus (jusqu'à 10 ans) ; nous attendons aussi des plus grands. Intéressés par ce qui se faisait, des parents ont accompagné leurs enfants. Nous tenons à ce que ces contacts se renouvellent.

Ce Centre Aéré était jusqu'à présent uniquement encadré par des bénévoles ; mais depuis l'été, nous avons obtenu de la Ville de Strasbourg des subventions qui nous permettent d'indemniser quelques personnes. Ce groupe comprend 7 personnes dont 4 habitent la Krutenau. Pour l'année scolaire 1981-82 nous souhaitons agrandir et renforcer notre équipe. Nous désirons fonctionner régulièrement le mercredi ou le samedi après-midi, et à partir avec les enfants certains week-ends dans les Vosges. Si cela vous intéresse, veuillez nous contacter rapidement au CARDEK. Tél. 37.30.73



ENTRAIDE SCOLAIRE

Dès la rentrée des classes le 22 septembre, les séances d'entraide scolaire reprendront dans les locaux du C.A.R.D.E.K. Elles auront lieu deux soirées par semaine (vraisemblablement le mardi et le vendredi de 16 H 30 à 18 H). Elles ont pour but d'aider les enfants des classes primaires de l'Ecole de l'Académie à apprendre leurs leçons et à revoir ce qu'ils ont fait en classe au cours de la journée.

Pour assurer le bon déroulement de cette activité, nous voulons mettre sur pied une équipe d'une quinzaine de personnes bénévoles.

KRUTENAU : CENTRE AÉRÉ DU C.A.R.D.E.K.

Au cours de l'année scolaire 1981-1982, le C.A.R.D.E.K. organisera des activités suivies le mercredi ou le samedi avec des enfants de la Krutenau.

Elles prendront la forme d'ateliers, de jeux, de sorties dans les Vosges.

Nous cherchons des personnes habitant à la Krutenau de préférence pour constituer une équipe qui fonctionnera tout au long de l'année scolaire.

Si vous êtes intéressé par ces activités, contactez nous au CARDEK 16, rue de l'Abreuvoir Tél. : 37.30.73

Tribune Libre : l'ASSTU.....	2
Editorial.....	3
Krutenauer Fescht.....	4
Du 4, Place du Foïn au 5, rue du Maréchal Juin.....	6
DOSSIER : La loi du 1er septembre 1948 et les droits des locataires.....	7
Tout, tout, tout sur le Centre Adré ..	11
L'histoire d'un quartier vivant : Le Rheingiesen ..	12
Vers un démantèlement du Collège Fustel ? ..	14
Petites annonces ..	15
Am Baggersee ..	16

CARDEK -
COMITE D'ACTION POUR LA REHABILI-
TATION SOCIALE DE LA KRUTENAU
16 rue de l'Abreuvoir, tél : 37 30 73

Réunions tous les lundis de 20 h à 22 h
au 13 rue du Gal Zimmer;
- Permanences tous les jeudis de 18 h à
20 h; 16, rue de l'Abreuvoir;
ADHESION

Si vous souhaitez apporter votre soutien
au CARDEK, vous pouvez devenir membre
de l'association.

La cotisation est de 25 francs pour 1981,
vous aurez droit au journal.

PREMIERES NOUVELLES DE LA KRUTENAU-N° 16

Supplément à Uss'm Folik n° 141 Direc-
teur de publication : Roland FITZER -
Commission paritaire n° 53675
Composition Imprimeur : Els R. G.
SCHMALTZ, Eckwersheim.

ABONNEZ-VOUS!
JOLI, PAS CHER!
15 F les 6
numéros

EDITORIAL

L'été tire à sa fin. Pourtant en cette saison réputée calme, la Krutenau a continué à connaître les problèmes les plus divers. Après les espoirs du printemps, les réalités quotidiennes, pas toujours faciles, se font à nouveau sentir à l'approche de la rentrée.

Dans le domaine du logement, les travaux liés à l'Opération Programmée de Restauration battent leur plein. La pénurie de logements sociaux, spécialement ceux pour grandes familles, pose de sérieux problèmes à de nombreux habitants du quartier. Malgré cet état de fait, la Ville de Strasbourg continue à vendre ses immeubles à des particuliers. Depuis quelques années la liste est longue : 38 et 42, rue de Zürich, 5, rue du Mal Juin, 15, rue d'Austerlitz, 4, rue des Poules, 15 et 17, rue des Orphelins. Le rôle d'une municipalité ne serait-il pas de mettre en place, à l'aide de l'Office Public HLM, un parc de logement social échappant à la loi de l'offre et de la demande. Malheureusement, à Strasbourg et à la Krutenau cela est rarement le cas. La Ville continue trop souvent à faciliter les affaires des petits et grands spéculateurs immobiliers (voir l'article sur le 5, rue du Mal Juin), contribuant ainsi à vider la Krutenau de ses habitants.

A titre d'exemple, prenons le 12, rue des Poules. Cet immeuble municipal devait être cédé aux HLM afin que ceux-ci y opèrent une restauration sociale groupée avec le 14, rue des Poules. Mais sous la demande répétée de deux locataires ayant constitué une Société Civile Immobilière, la Ville s'engage à leur vendre l'immeuble. La restauration qui s'en suivra, se situant hors du cadre de l'Opération Programmée, n'aura aucun caractère social (loin de là), les locataires ne toucheront pas l'Aide Personnalisée au Logement. Les plus modestes d'entre eux, dont deux familles nombreuses d'origine turque, iront vraisemblablement grossir les rangs des cités périphériques (Haute-pierre, Neuhof ou ailleurs) faute de pouvoir payer le futur loyer. Choix délibéré d'une municipalité ? A chacun de juger !

Du côté de la Cour des Boeufs, le silo à voitures se précise. Le menuisier a été

évincé de son atelier, la rue des Boeufs sera élargie avec pour conséquence la destruction de nombreuses maisons. D'ores et déjà les 16 et 18, rue d'Austerlitz ont été démolis. Ils seront remplacés par un nouvel immeuble dont le rez de chaussée sera aménagé en passage commercial entre le silo et la rue d'Austerlitz qui deviendra piétonne. Un aménagement au service des habitants ou dans l'intérêt des touristes et des commerçants de la rue d'Austerlitz et du centre ? Chacun appréciera !

Rentree oblige, nous aborderons également dans ce numéro les problèmes scolaires et en particulier ceux du collège Fustel de Coulanges où des cours de langue devaient être supprimés.

Mais l'actualité de ce journal, c'est aussi l'histoire du quartier avec le Rheingiesen, et la fête. Le 13 juin dernier, la Krutenauer Fescht a, tout au long de la journée, rassemblé plusieurs milliers de personnes. Lieu de rencontre pour les habitants du quartier, cette fête a aussi été l'occasion pour plusieurs cultures (turque, maghrébine et alsacienne) de s'exprimer. Nous vous invitons à suivre, quelques pages plus loin notre reportage sur cette fête. A tous, nous donnons d'ores et déjà rendez-vous à l'an prochain.

Néanmoins cela ne doit pas nous faire oublier notre travail sur le quartier. La mise en place d'un parc de logements sociaux et la défense des locataires restent notre objectif prioritaire : le dossier sur la loi de 1948, que vous trouverez en pages centrales, y contribue.

De plus, malgré l'inexistence d'équipements socio-culturels pour la Krutenau, de nombreuses activités pour les enfants du quartier ont été mises en place depuis quelques temps. Vous prendrez connaissance du bilan et des perspectives de ces activités dans les dernières pages de ce journal.

Comme vous pouvez le constater, le travail ne manque pas. Nous invitons chacun et chacune, à sa manière, à y prendre part.

Alain JUND et Jacques BRESSON



LES DROITS DES LOCATAIRES

La diversité de l'habitat à la Krutenau ne va pas sans poser des problèmes aux locataires qui se voient confrontés à des législations différentes selon la classification de leur immeuble. Il y a en effet dans le quartier 4 grands types d'immeubles : le secteur HLM encore relativement réduit, les logements conventionnés à la suite des travaux de restauration, les immeubles construits après 1948 et entrant dans le secteur libre et enfin les habitations régies par la loi du 1er septembre 1948. Les textes régissant les rapports entre propriétaires et locataires sont différents pour chaque catégorie. Dans le secteur libre c'est la loi de l'offre et de la demande donc la loi du plus fort alors que la loi de 1948 a mis en place des gardes fous protégeant le locataire contre les excès de certains propriétaires. C'est à cette loi que nous consacrons ce dossier pour permettre à chaque locataire de connaître ses droits. L'expérience des permanences hebdomadaires du CARDEK nous a montré que trop souvent les locataires sont sous-informés et de ce fait même désarmés pour faire respecter leurs droits face à leur propriétaire.

Alain JUND

1. Le cadre général

Pour faire face à la pénurie qui régnait dans le domaine du logement après la seconde guerre mondiale, le Parlement a voté une loi dont la caractéristique essentielle est de protéger le locataire. Cette loi est toujours en vigueur aujourd'hui. Malgré quelques modifications mineures, le sens général et les implications principales de la loi du 1er septembre 1948 demeurent.

En soustrayant les immeubles d'habitation à la loi de l'offre et de la demande, cette loi détermine clairement tous les rapports entre les locataires et les propriétaires.

Cette loi est d'ordre public, c'est à dire que le propriétaire ne peut, en aucune manière faire faire ou demander à son locataire quelque chose qui soit contraire à la loi. Ainsi le propriétaire ne pourra donner congé au locataire sans respecter les conditions que la loi énumère, de même il ne pourra pas demander au locataire un loyer supérieur à celui légalement prévu. Les conséquences de ce caractère d'ordre public de la loi sont :

- si une clause du bail est contraire à la loi de 1948, vous n'êtes pas tenu de la respecter même si vous l'avez acceptée et signée
- si dans ce cas un litige vous oppose au propriétaire, le juge relèvera d'office ce qui est contraire à la loi, condamnera le propriétaire à vous restituer ce qu'il a perçu en trop ou encore ordonnera votre réintégration si vous avez été congédié au mépris de la loi.

Quant au domaine d'application, la loi concerne TOUT IMMEUBLE CONSTRUIT AVANT LE 1er SEPTEMBRE 1948 sauf :

- s'il y a eu changement d'affectation de local (par exemple un local commercial qui est affecté à l'habitation après 1948)

- s'il y a eu reconstruction ou addition de construction avec augmentation de la surface habitable sur un immeuble d'avant 1948
- si le locataire a signé un bail de 6 ans la loi ne s'applique plus au-delà de ces 6 ans
- si l'immeuble est classé dans les catégories II A ou I qui sont des appartements luxueux. Ces catégories font partie du secteur libre mais ce type d'immeuble n'existe pas à la Krutenau
- si l'immeuble est restauré avec conventionnement. Cela est souvent le cas dans le quartier pour les maisons restaurées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.



Mais la loi s'applique également aux immeubles qui, bien que datant d'avant 1948, ont été détruits ou endommagés pendant la dernière guerre et reconstruits ou réparés avec des dommages de guerre.

Il existe par ailleurs des restrictions géographiques : toutes les petites communes sont exclues. Pour le Bas-Rhin, seules sont concernées les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Illkirch-Graffenstaden, Bischheim, Haguenau et Sélestat.

Enfin pour bénéficier de la loi, le locataire doit avoir un titre régulier : soit un bail, soit une quittance de loyer.

2. Le droit au maintien dans les lieux

C'est une mesure de protection qui permet sous certaines conditions définies par la loi, d'occuper légalement un logement, soit après expiration ou résiliation d'un bail, soit après congé donné par le propriétaire. Le maintien dans les lieux permet la prolongation de l'occupation comme auparavant ainsi que le maintien des clauses originelles non contraires à la loi de 1948. La réglementation du prix du loyer reste en vigueur. Ce droit s'applique à tout logement soumis à la loi de 1948 dont le locataire est de bonne foi. Il devra en outre satisfaire à des conditions spéciales qui ne sont pas imposables en cours de bail mais propres à la situation de l'occupant maintenu dans les lieux c'est-à-dire :

- occuper effectivement et continuellement les lieux (minimum de 8 mois par an)
- occuper à titre de résidence principale
- occuper de manière suffisante au sens de la loi (maximum trois pièces pour une personne, 4 pièces pour 2 etc ...)

Seules 3 raisons majeures peuvent obliger un locataire à quitter son appartement :

- s'il ne remplit pas ses obligations de locataire (par exemple le paiement de son loyer)
- si le propriétaire veut reprendre son logement pour y habiter (voir plus loin "le droit de reprise")
- s'il y a des travaux dans l'immeuble

VERS UN DÉMANTÈLEMENT DU COLLÈGE FUSTEL ?

Les établissements scolaires sont les organes vitaux d'un quartier. Songer à les supprimer frôle l'aberration. On y a pourtant songé : l'école primaire de l'Académie avec ses effectifs en baisse est menacée, et l'avenir du Collège Fustel qui se débat depuis des années au milieu de multiples problèmes, inspire les plus vives inquiétudes aux enseignants et aux parents d'élèves.

Deux établissements sont le fonctionnement laisse des insatisfactions, mais pour lesquels il n'est pas de pire solution que leur fermeture.

Le faible nombre d'inscription à l'école de l'Académie est préoccupant : 93 élèves répartis en 5 classes pour l'année scolaire 80-81. Combien à la rentrée ? Jusqu'où pourra-t-on aller avant que la fermeture de cette école n'intervienne ? Dans l'indifférence des pouvoirs publics, les enfants ont déserté cette école marquée par une réputation qu'elle a conservée de l'époque où elle hébergeait plusieurs classes de perfectionnement. Malgré les efforts des instituteurs, l'école de l'Académie passe encore pour être l'école des cancrs (d'Esel's Gag) alors qu'elle est avant tout l'école des enfants d'un quartier. Mais elle n'est pas l'école de tous les enfants, nombreux sont ceux, notamment issus des classes moyennes, qui fréquentent les écoles publiques de quartiers voisins ou font les beaux jours des écoles dites "libres". Avec ses 93 élèves, l'école de l'Académie n'est plus véritablement un service public. Elle doit pourtant le redevenir. L'impulsion des parents et de leurs organisations, de tous les défenseurs de l'école laïque devrait faire la décision. Mais l'action reste à engager. Attachés à sa survie et à un meilleur fonctionnement, nous aurons ici l'occasion de repenser de l'école de l'Académie.

7 années d'action

Au Collège Fustel, les problèmes ne sont pas moindres, mais la tradition de lutte instaurée par les parents d'élèves et les enseignants depuis l'ouverture de cet établissement en 1974 ne s'est jamais trouvée démentie et a permis que soient posés les problèmes.

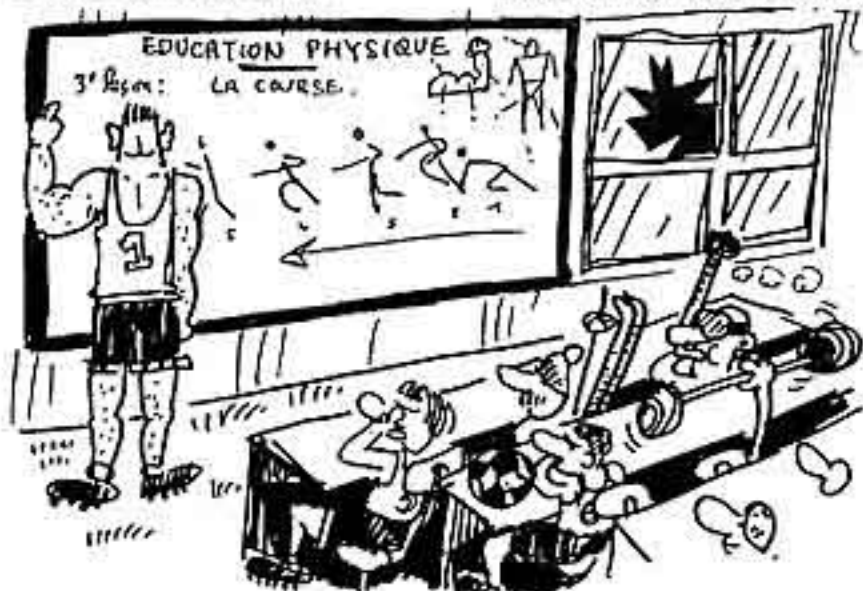
Maintes fois, parents et enseignants, ont attiré l'attention du recteur, du maire, du député, du préfet... sur les carences de l'établissement : Les mauvaises conditions de déroulement des cours d'éducation physique (éloignement des terrains), ou l'impossibilité que ces cours puissent avoir lieu, ont notamment été portées à plusieurs reprises sur la place publique : l'utilisation du terrain vague de la rue de Schaffhouse jouxtant le collège est ainsi devenu un enjeu de cette lutte lorsque les parents et les professeurs ont proposé qu'il soit équipé pour le sport et, lorsque poussant plus loin leurs revendications

ils ont, avec le Conseil d'Etablissement du Collège, demandé à ce que le terrain soit réservé "l'édification d'équipements à usage scolaire, sportif, culturel ou de loisir". Le CARDEK, à cette époque (78-79), s'était associé à ces revendications. Bien qu'il soit aujourd'hui encore prématuré de préjuger de l'avenir, il semble que la municipalité ait renoncé à la construction du silo à voitures et à l'hôtel qui étaient alors dans ses projets. Parmi les propositions d'utilisation du terrain faites par le Conseil d'Etablissement, figure la construction d'un équipement de restauration d'une capacité de 800 couverts afin d'améliorer la situation des demi-pensionnaires du Collège (le Collège est rélé-restauré par le Lycée Marie-Curie) et du Lycée des Bateliers dont les élèves doivent aller prendre leurs repas dans d'autres établissements éloignés.

du Collège et, organisant une conférence de presse pour que les vacances scolaires ne passent pas trop vite sur les mémoires, ils faisaient le point de la situation.

Des propos alarmistes

Au printemps, le rectorat avait annoncé deux mesures préjudiciables à l'établissement : l'une modifiait les limites du secteur de recrutement du Collège, l'autre supprimait pour la rentrée scolaire 81/82 l'enseignement en deuxième langue vivante de l'espagnol. Par une grève de 24 heures suivie à 100 % les parents et les professeurs contre-attaquaient et dans une lettre adressée le 23 mars au recteur ils dénonçaient la "volonté de démantèlement à court terme de l'établissement".



Si, dans leur ensemble, ces propositions n'ont pas trouvé pour l'instant d'aboutissement, encore que la construction du gymnase rue du Jura peut être considérée comme une réponse, elles ouvrent néanmoins des perspectives nouvelles pour un meilleur fonctionnement du Collège pour peu qu'elles soient entendues par les décideurs politiques et administratifs.

Or, au terme de l'année scolaire écoulée, parents d'élèves et professeurs se montraient très inquiets pour l'avenir

Comment en sont-ils arrivés à de telles conclusions alors que le Collège Fustel accueille plus de 500 élèves ?

L'enseignement d'une deuxième langue vivante est obligatoire à partir de la classe de 4ème. La mesure concernant l'espagnol faisait suite à la suppression de l'italien à la rentrée scolaire 80-81. Parents et professeurs constataient donc que l'éventail de choix se restreignait et allait à l'encontre des demandes des enfants, principalement des enfants non-alsaciens. Ils faisaient

6. Les augmentations du 1er juillet 1981

Chaque année, le 1er juillet, les loyers des logements soumis à la loi de 1948 augmentent. La décision est prise au niveau national par un décret du Conseil des Ministres qui fixe l'augmentation par catégorie.

Le 1er juillet 1981 les augmentations ont été les suivantes :

- Catégorie II C : 11 %
- Catégorie III A : 10 %
- Catégorie III B : 10 %

A part cette augmentation, aucune autre ne peut intervenir au long de l'année. Si le 1er juillet dernier, votre loyer a augmenté plus que prévu pour votre catégorie, vous êtes en droit d'exiger une augmentation conforme à celle décidée légalement.

7. Le droit de reprise

Le propriétaire peut, dans certains cas, reprendre son appartement ou sa maison pour y habiter, même si le locataire bénéficie du droit de maintien dans les lieux.

Ce droit de reprise peut être exercé par le propriétaire :

- soit pour se loger lui-même
- soit pour loger son conjoint, ses ascendants et descendants en ligne directe ainsi que ceux de son conjoint.

Pour exercer son droit de reprise, le propriétaire doit envoyer au locataire

un congé préavis par exploit d'huissier au moins 6 mois à l'avance. Cet acte doit mentionner, à peine de nullité : la date et le mode d'acquisition de l'immeuble, le nom et l'adresse du propriétaire ainsi que les caractéristiques du logement.

Le propriétaire exerçant son droit de reprise, doit le faire sans intention de nuire au locataire ; celui-ci peut écarter l'action en reprise en apportant la preuve qu'il existe dans le même immeuble un local sensiblement équivalent et moins occupé. De plus le propriétaire doit justifier que le bénéficiaire de la reprise, ne dispose pas au jour de la signification du congé, d'une habitation correspondant à ses besoins. Ce sera au propriétaire d'en faire la preuve.

Mais il y a différentes exceptions à ces règles générales :

- le droit de reprise ne peut être exercé contre un locataire de plus de 70 ans et dont les revenus mensuels sont inférieurs à une fois et demie le SMIC, sauf si le propriétaire est lui-même âgé de plus de 65 ans
- si l'immeuble vient d'être acheté, le nouveau propriétaire doit attendre une période de 4 ans avant de pouvoir exercer son droit de reprise
- quand le propriétaire propose un logement à son locataire, le droit de reprise peut être exercé au lendemain même de l'acquisition. De plus dans ce cas, la question d'âge ne joue pas. Mais

le logement offert en remplacement doit remplir certaines conditions : garanties de sécurité, correspondre aux possibilités du locataire et surtout correspondre aux besoins de celui-ci (superficie et nombre de pièces, besoins professionnels, situation)

La procédure est la même qu'en cas de non relogement mais le préavis est ramené à 3 mois.

En cas de conflit sur l'équivalence du logement offert, le juge des loyers peut être saisi, celui-ci nommera un expert qui rendra un rapport à partir duquel interviendra un jugement.



8. Les charges

Le législateur a voulu éviter que, sous forme de charges, le propriétaire ne puisse imposer indirectement à son locataire un loyer supérieur au maximum légal.

La loi de 1948 énumère les charges, fournitures et prestations récupérables sur le locataire et précise leur mode de répartition. Au terme de la loi, la répartition, entre propriétaire et locataire se fait de la manière suivante

	A LA CHARGE DU LOCATAIRE	INCOMBE AU PROPRIETAIRE
ENTRETIEN	<ul style="list-style-type: none"> - fournitures nécessaires à l'entretien de propreté des parties communes de l'immeuble (balais, seaux, cire etc) - frais d'entretien (fournitures et main d'oeuvre des espaces verts) - pose, dépose et entretien des tapis 	<ul style="list-style-type: none"> - salaire du concierge - achat des poubelles - achat des tapis
ECLAIRAGE	<ul style="list-style-type: none"> - consommation de l'électricité et du gaz nécessité par l'éclairage des parties communes - location des compteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - réparation et entretien des colonnes montantes - consommation de la loge concierge
CHAUFFAGE	<ul style="list-style-type: none"> - dépenses afférentes au chauffage des parties communes (combustibles et entretien courant) 	<ul style="list-style-type: none"> - grosses réparations
EAU	<ul style="list-style-type: none"> - consommation d'eau chaude et eau froide, location des compteurs 	
TAXES ET FRAIS DIVERS	<ul style="list-style-type: none"> - taxe d'enlèvement des ordures ménagères - taxes de balayage - frais de vidange - antenne collective 	<ul style="list-style-type: none"> - réparation de la fosse d'aisance due à la vétusté - prélèvement destiné au fond national de l'habitat - frais de gérance et d'administration de l'immeuble

La ventilation des charges entre les différents logements doit être faite par le propriétaire au prorata des loyers payés par chaque locataire.

Quant à la répartition en cas de chauffe central, elle se fait en général, au prorata des radiateurs par appartement.

Le propriétaire doit adresser à tout locataire 15 jours avant d'en demander le remboursement, le COMPTE DETAILED des charges. Il doit en outre mettre à la disposition des locataires des pièces justificatives.

nécessitant le départ des locataires ; mais dans ce cas le locataire a théoriquement le droit de revenir dans son appartement après les travaux.

De ce fait, tout locataire qui se trouve en dehors de ces 3 situations peut habiter son logement aussi longtemps qu'il le désire.

Pour bien mesurer le caractère protecteur de la loi de 1948, il faut savoir que dans un immeuble du secteur dit libre construit après 1948, le propriétaire peut à tout moment, avec un préavis de 3 mois avant expiration du bail annuel, donner congé à son locataire même sans motif. Celui-ci ne peut pas s'y opposer légalement.

3. Le montant de votre

loyer : la surface corrigée

Dans chaque appartement soumis à la loi de 1948, le loyer est réglementé c'est-à-dire qu'il ne peut pas être fixé arbitrairement par le propriétaire. Il est calculé "scientifiquement" et établi sur la base d'un décompte de surface corrigée. Ce décompte est établi sur un formulaire type (disponible au CARDEK), il tient compte de différents éléments.

- il prend pour point de départ la surface réelle de chaque pièce. Cette surface est affectée d'un coefficient correspondant à la nature des pièces (cuisine, pièce principale...) ainsi que des coefficients d'éclaircissement, d'ensoleillement et de vue.
- On y ajoute les différents éléments de confort (salle de bains, WC, lavabos etc) qui sont calculés en M². Par exemple une baignoire vaut 4 m², un WC individuel 10 m², un WC sur le palier vaut 2,5 m².
- Ce total est affecté d'un "correctif d'ensemble" qui prend en considération l'entretien et la vétusté de l'immeuble ainsi que sa situation.

Il convient ensuite de classer le logement dans une des catégories correspondantes (voir plus loin) car le prix du mètre carré est différent selon la catégorie.

Pour nous résumer, disons que le loyer est déterminé par 4 éléments principaux :

- la taille et le nombre des pièces
- les différents éléments de confort
- l'entretien de l'immeuble
- la catégorie du logement

QUELQUES PETITES CHOSES A SAVOIR

- vous avez un bail et un décompte de surface corrigée : tout est en règle, vérifiez juste si votre propriétaire vous a classé dans la bonne catégorie
- vous avez un bail et pas de surface corrigée : Essayez d'estimer votre loyer pour voir s'il correspond au calcul résultant d'un décompte de surface corrigée. Si ce n'est pas le cas faites faire une "surface corrigée" (voir paragraphe "si vous payez trop de loyer").

- vous n'avez pas de bail : dans ce cas, si vous pouvez justifier du paiement régulier de votre loyer (reçu, chèque, etc) vous êtes couverts par la loi de 1948 : droit au maintien dans des lieux, loyer surface corrigée.

4. Que faire si vous payez trop de loyer

Les démarches à entreprendre ne sont pas trop compliquées, d'autant plus que le montant de votre loyer peut et doit être calculé au franc près.

a) faites vous même une estimation du montant de votre loyer avec un formulaire de surface corrigée comme celui paru dans le N° 6 des Premières Nouvelles de la Krutenau (encore disponible)

b) Si la différence entre votre estimation et le loyer que payez est estimable, faites faire un décompte de surface corrigée. Pour que ce décompte ait plus de poids aux yeux du propriétaire vous pouvez le faire faire par :

- * la Fédération des Locataires (1, rue de l'Épine) ; il vous en coûtera 40 F par pièce plus l'adhésion à la Fédération (120 F la première année, 75 F ensuite)
- * un expert, mais là il vous en coûtera environ 800 - 900 F.

c) Avec votre surface corrigée en bonne et dûe forme, allez discuter avec votre propriétaire. Comme le montant de votre loyer est établi légalement, il ne pourra que difficilement le contester. Après discussion vous devrez donc payer un nouveau loyer (généralement moins élevé). De plus si vous habitez votre logement depuis un certain temps, vous êtes en droit de récupérer la différence entre ce que vous avez payé et le loyer légal pendant une période maximale de 3 ans.

d) Si le propriétaire refuse de discuter, envoyez lui votre surface corrigée par lettre recommandée avec accusé de réception. Il a un délai de 2 mois pour répondre. S'il ne donne pas de suite, vous pouvez saisir le juge des loyers

qui nommera un expert dont la surface corrigée fera loi. Mais attention, il n'est pas toujours opportun de saisir le juge des loyers, une procédure judiciaire est souvent longue, chère et pas toujours à l'avantage des locataires.

Alors pour plus de renseignements, passez à la permanence juridique (chaque jeudi de 18H30 à 19H30 au 16, rue de l'Abreuvoir)

5. La catégorie de votre logement

Tous les logements dépendant de la loi de 1948 entrent dans des catégories qui sont essentiellement fonction de leur confort. Les logements d'un même immeuble ne rentrent pas automatiquement dans la même catégorie : par exemple avec un WC dans l'appartement ou sur le palier.

A la Krutenau les logements se situent surtout dans les catégories II C, III A, III B. L'intérêt de connaître la catégorie de son logement est important :

- les augmentations annuelles sont différentes pour chaque catégorie
- le prix du mètre carré surface corrigée est également différent.

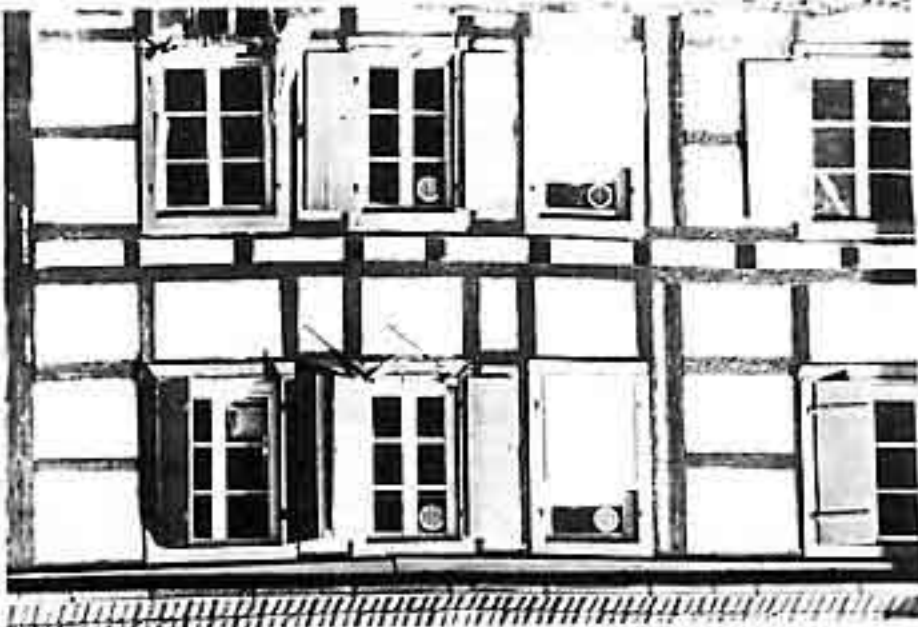
Vous trouverez ci-dessous les diverses catégories avec des indications permettant de définir celle de votre logement.

II C : bonne qualité de construction ; il y a le plus souvent une salle de bains ou à défaut une douche et un WC individuel

III A : construction de qualité moyenne ; il y a un WC individuel (à l'étage ou dans l'appartement)

III B : construction de qualité médiocre, humide ; les escaliers et les couloirs sont particulièrement sombres ; les WC sont collectifs

Dans le cas où le locataire a installé un élément de confort (salle de bains, WC...) sans aide financière du propriétaire, la catégorie de l'habitation ne doit pas tenir compte de cette installation.



Ou comment financer des opérations de vente en copropriété en détournant des subventions de l'Etat

A la Krutenau, dans l'îlot de la Rue de l'Abreuvoir, deux immeubles parmi tant d'autres, font l'objet de restauration dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat : le 4, Place du Foin et à l'autre bout de l'îlot le 5, Rue du Maréchal Juin. Pourquoi parler de ces deux immeubles? D'autres dans l'îlot ont pourtant fait également l'objet de travaux de restauration.

Ces deux immeubles ont dans les faits de nombreux points communs : Tout d'abord, ils appartiennent au même propriétaire, ce qui n'a rien d'extraordinaire jusqu'à présent. Puis, ils ont fait l'objet de restauration, ce qui est somme toute quelque chose d'assez banal. Mais ce qui l'est moins, c'est le déroulement et le but de ces restaurations.

Commençons par l'immeuble du 4, Place du FOIN :

En 1979, l'immeuble est vendu à un nouveau propriétaire qui y entreprend des travaux d'amélioration. Cet immeuble était alors en assez bon état extérieur et intérieur. Chaque appartement comportait une salle de bains et des WC intérieurs. Les travaux débutèrent en 1979 : les sanitaires furent complètement remplacés et les appartements furent restaurés. Les travaux se déroulèrent dans de telles conditions qu'ils contribuèrent au départ de tous les locataires. C'est pratique ! Messieurs les propriétaires, si vous voulez changer de locataires, eh bien, faites des travaux ! Vous aurez alors de beaux appartements et vous pourrez trier vos nouveaux locataires selon vos goûts.

De nouveaux locataires tout frais, arrivent dans les logements tout neufs, contents d'avoir enfin trouvé quelque chose. Mais que découvrent-ils ? Les travaux ne sont pas totalement terminés : l'électricité reste à finir dans plusieurs pièces, pas encore de revêtement de sol, les placards muraux prévus sont absents. Mais vous savez, quand on a enfin un appartement, on le tient, même si tout n'est pas terminé, on accepte et on ne dit rien. On fait même payer au locataire le loyer par trimestre, au début du trimestre, s'il vous plaît ! Ce propriétaire n'a pas bien dû lire la convention qu'il a signée, sinon il se serait aperçu qu'il devait percevoir les loyers mensuellement (art 14 et 15 de la convention). En tant que locataire, on ne dit rien, que voulez-vous, c'est dur de trouver un logement ; quand on l'a, on souhaite y rester.

Un beau jour, on annonce aux locataires qu'il faut désormais payer le loyer sur un compte bloqué chez un huissier en raison d'ennuis financiers du proprié-

taire. C'est peut-être, ce qui explique la mise en vente par ce propriétaire de trois appartements de l'immeuble. On fait alors comprendre aux locataires qu'ils doivent partir... C'est là où les bonnes sont largement dépassées. En effet, même s'il y a vente d'un appartement conventionné, le nouveau propriétaire doit reprendre à sa charge le conventionnement et ses conditions. Donc les locataires n'ont pas à partir. Cependant, ils partent, ça y est, on rechange de locataires au 4, Place du Foin !

Parallèlement, à l'autre extrémité de l'îlot, au numéro 5 de la Rue du Maréchal Juin, un immeuble vide appartenant à la Ville de Strasbourg se détériore lentement. Mais pourquoi au fait, est-il vide ? bien sûr il est en mauvais état et on ne peut plus y habiter, mais depuis quand est-il dans cet état ?

La Ville de Strasbourg a acquis cet immeuble en 1975, puis le 7 septembre 1977, elle donne congé par lettre aux locataires dans des conditions discutables (voir Premières Nouvelles de la Krutenau N°5)

Cet immeuble devait être restauré avec l'immeuble voisin (N° 7) par le PACT qui, devant l'ampleur des travaux à réaliser, voulut dans un premier temps restaurer un seul immeuble le N°7 ; ce qui fut fait et bien fait. En 1979, la situation évolua : l'immeuble allait enfin être restauré. La Ville fit une promesse de vente à un propriétaire privé qui s'engagea à le restaurer à l'aide de subventions de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH). Comme par hasard, il s'agissait du propriétaire du 4, Place du Foin. N'est ce pas étonnant ? le déroulement de l'Opération de restauration du 4, Place du Foin s'était-il réalisé dans des conditions jugées satisfaisantes par la Ville pour qu'elle lui vende cet immeuble ?

La Municipalité et l'ANAH étaient cependant au courant des problèmes qu'il y a eu (le sujet fut abordé lors de la Cellule Technique du 24 septembre 1980). Malgré cela, la Ville ne remit pas en cause sa décision et maintint sa promesse de vente. Après notre intervention, on nous affirma qu'il n'y avait aucun lien entre ces deux opérations. Elle se passerait bien : les logements seraient conventionnés et l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), en cas de problèmes avec le propriétaire, ne verserait pas la deuxième moitié des subventions prévues. De plus, cette restauration nous fut présentée comme étant urgente : Le bâtiment ne passerait pas l'hiver en raison de son état... la toiture devait être refaite immédiatement.

La transaction fut faite et les travaux débutèrent. Tout fut pratiquement remplacé pièce par pièce. Actuellement, le gros œuvre est presque terminé. Au fait, les entrepreneurs en sont à la toiture, ils enlèvent tout ce qu'il y avait, elle sera tout neuve. Pourquoi alors était-il si urgent de faire cette restauration ou plutôt cette reconstruction dès l'automne 1980 si on a tout changé ? cela aurait pu attendre ! Enfin, les travaux se terminent, il va y avoir de nouveaux logements conventionnés !

En juin 1981, de grands panneaux jaunes sont apposés au rez-de-chaussée de l'immeuble. Qu'annonçaient-ils ? "studios, appartements 2, 3, 4, 5 pièces à vendre" et un numéro de téléphone. Comment cela est-il possible, on vend des appartements conventionnés ? Les subventions de l'ANAH équivalent alors à des prêts sans intérêt permettant de financer des opérations immobilières. C'est bizarre, on croyait que c'était fait pour aider les propriétaires à restaurer et à conserver leur patrimoine en permettant aux locataires de réintégrer l'immeuble après les travaux. Le propriétaire a pourtant le droit de vendre des appartements à condition que le nouveau propriétaire reprenne les conditions de conventionnement. Ainsi on arrive facilement à détourner les règlements de l'OPAH, qui visent en théorie, à garantir le logement social, pour aboutir à la vente d'appartements en copropriété. Soit le vendeur ne rembourse pas les subventions reçues : à ce moment là, l'acquéreur ne pourra pas y habiter car l'appartement reste dans le domaine de la convention. Mais, il semble qu'il pourra y installer directement ses enfants par le truchement du paiement d'un loyer fictif. Soit il rembourse les subventions à l'ANAH et l'acquéreur peut alors y habiter s'il n'y pas de locataire. Logement social dites-vous ? conception étrange, la copropriété semble jusqu'à présent peu garante du côté social du logement.

Dans cette affaire, on peut raisonnablement s'étonner de la volonté de notre Municipalité ! Malgré tout ce qui s'est passé dans le premier immeuble, elle a persisté dans sa voie : le résultat est là ! Quel contrôle préventif exerce-t-elle pour éviter que de telles opérations ne se reproduisent ? Où est sa volonté sociale dans le cas précis de ces deux immeubles ?

La promotion immobilière continue donc bon train et semble trouver de nouveaux moyens de financement (originaux certes) en cette période de crise. Le domaine des affaires immobilières n'est certes pas moral, on le savait déjà, mais en arriver là, surprend toujours !

LE CARDEK

L'histoire d'un quartier vivant



**Mais où est le Pont-aux-Chats ?
Ja... wo esch denn d'Katzestey?**

Place du Pont-aux-Chats. Si parfois on y voit encore passer -très vite- quelques marous, on cherche en vain le pont : il n'y a plus de pont, et encore moins de cours d'eau. Pourtant, à la place de la rue de Zürich coulait autrefois un bras du Rhin qui venait se jeter dans l'Ill près du pont Saint-Guillaume, le *Rheingiessen*.

Une importante voie de communication

Avant sa régularisation en 1841, le Rhin était divisé en innombrables bras dont le cours variait au gré des inondations et entre lesquels émergeaient des îlots de terrain marécageux. Depuis des temps fort anciens, un de ces bras reliait le Rhin à l'Ill, délimitant sur un côté l'île de la Krutenau.

Il est mentionné dans les documents dès 1296, sous le nom de *Johannisiessen*, car le couvent Saint-Jean-des-Ordes était situé le long de son cours. Après la destruction de ce bâtiment à la fin du 15^e siècle, c'est l'appellation *Rheingiessen* qui fut désormais la plus utilisée. Au 18^e siècle, les Français l'appelèrent tout simplement "le canal du Rhin". Sur le plus ancien plan de Strasbourg, dessiné par Conrad Morant en 1548, le *Rheingiessen* apparaît déjà comme un axe entre deux quartiers de la ville :

celui du Sud (Finkwiller, Hôpital, Sainte-Madeleine), rattaché à la ville lors du 3^e agrandissement de 1228-1344, et celui du Sud-Est, la Krutenau proprement dite, enclose dans la ville lors de son cinquième agrandissement (1387-1441).

On voit aussi que c'est le long du cours d'eau que se sont groupés la plupart des habitants du quartier : les maisons s'y pressent l'une contre l'autre, séparées par quelques étroites ruelles, alors que plus loin abondent jardins et vergers. Dans ces maisons étroites, dont beaucoup ont les pieds dans l'eau, habitent des bateliers, quelquefois des pêcheurs. Le *Rheingiessen* draine une partie du trafic par voie d'eau. C'est pour mieux le contrôler que la Ville l'inclut dans ses murs vers 1400, alors qu'elle est à son apogée de "Ville Libre Impériale" et veut renforcer son monopole de la navigation sur le Rhin. Mais seuls des bateaux de médiocre dimension pouvaient emprunter le Giessen pour aller du Rhin à Strasbourg. Pour améliorer le trafic, on canalisa son lit naturel en 1736 et on y établit deux écluses. Malgré cela, les gros bateaux empruntaient presque exclusivement l'Ill ; c'est surtout le bois de chauffage venant de la forêt du Rhin qui arrivait en ville par le *Rheingiessen*.

Après la construction du canal du Rhône-au-Rhin, terminée en 1834, le cours d'eau ne fut plus guère utilisé. Puis la régularisation du Rhin y diminua le courant ; son eau, qui se distinguait auparavant très bien de celle de l'Ill par sa couleur plus claire et verdâtre (on disait d'ailleurs que leurs eaux coulaient une centaine de pas les unes à côté des autres sans se mêler, près du pont Saint-Guillaume), devint stagnante, donc malodorante et malsaine.

Le *Rheingiessen* fut comblé en 1872 et devint la rue de Zürich (nous verrons plus loin pourquoi on lui attribua ce nom). Toute la vie du quartier en fut modifiée : les maisons situées près de son embouchure furent progressivement démolies, bateliers et pêcheurs devinrent ouvriers à la Manufacture des Tabacs. Mais le trajet de l'ancien *Rheingiessen* reste l'axe principal du quartier : c'est là, rue de Zürich, que se tient le *Messti* annuel, et surtout le marché hebdomadaire de la Krutenau.

Tours et Ponts surveillent le Rheingiessen

Le cours d'eau était franchi par des ponts, endroits de passage mentionnés depuis le 13^e siècle et contrôlés par des tours ou des ponts fortifiés. Depuis son embouchure quai des Bateliers jusqu'à son entrée en ville, on rencontrait successivement :

* le *Guldenturm*, ou Tour-aux-Florins, fut le dernier survivant de l'ancien visage du débouché du *Rheingiessen* dans l'Ill. La tour fut élevée en 1476, le long de l'enceinte édifiée de 1228 à 1344 lors du 3^e agrandissement de la ville. Lorsque le *Giessen* fut comblé, elle lui survécut encore deux ans avant de disparaître à son tour en 1874 pour faire place à l'immeuble où se trouve actuellement la pharmacie de l'Ange.

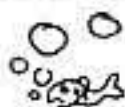
* au pied de la tour, un pont voûté en pierre fut construit en 1819 pour relier les deux parties du quai des Bateliers jusque-là coupé par l'eau. De là, on descendait par un escalier vers le quai.



FRÈS DE LA RUE DU HENARD-PRÉCHANT - 1863

WO DER FUCHS DEN ESTEN PRÉDIGT

AM BAGGERSEE



Do esch a Lätwe druss, Gabriels, e Machereij,
Da wäacht de Salomon de Sarah grad noch d'Kneij
Un üs de Krutenau, es Josephine
Es droeijt ja schun bis an de Nawel nin ;
E unmass Unkel, Cousins, Dante un Verwande
Mit Schweermueder, Kinderkitschle un Drawande
Di laafe do erum, wie im Paradies
So ne Familiebad des esch doch siess

Oh schoeni Summerzitt ...



E manscher Dinteschläher drefft aa do sin Schätzel
Mit Steckebaale un mit Schminkwerschmierdem Frätzel
E decki Rentier's Frau, mit so n-ere Drumm
Schwimmt wie e Festklotz uff'm Wasser rum ;
Wie duen sich do die Liewespärle amesiere
Wurd's ne ze heiss, dann gehn se in de Wald spaziere,
Sueche sich a Plätzel üs so weich in Moos,
Un singe fröelich, un sorjeloos

Wenn heiss im Summer d'Sunn aam de Schäddele brennt
De Schweiss in klaane Strähme aanem d'Hutt nab rännt
Suecht jeder Mensch e Platz, wo's isch schoen kiehl
Es het aa jeder glich, e n-anders Ziehl ;
Der geht an's Rhinbad nab un der an d'Rodernij
Der schrubt sich d'Haam ab s'isch'm aa nit anerleij,
Ich gück mit schrecke in min Bortmenee
Drumm geh i lieber an de Baggersee

Oh schoeni Summerzitt am Strand wum Baggersee
Wo hin un daa e Fisch sin Schwäntzel streckt in d'Hoeh
In jedere Heck e Liewespaar redd vun Amour
Un knüdscht un schmutz sich ab, touchours, touchours



Im Justin sini Chance bad hit zuem erschttemool
Sie zeijt sich üss um Grass un saat zei luef emol,
Isch hab m'r geschter kaaft, e neijs Bad-Tricot
Ich kreij des Ding nit an, was mach i do ?
Du zeijst din Hemdel üs un nemmsch dis Ding in d'Händ
Schluppsch mit'm Baan dan nin, ganz bis an's andre-n-End
Machs ch diner Büsch noch nin, un d'Bruscht dezue
Er helft'm mit un summt, mit Seeleerruehj.

Oh schoeni Summerzitt ...



Chanson traditionnelle alsacienne chantée par René EGLES lors de la KRUTENAUER FESCHT.





odeur de saucisses grillées envahit la place, que la fête commence : Un mime chilien, grisé de blanc, occupe la piste de danse, suivi sur le podium par un groupe de musiciens locaux puis de René Eglès. Puis les orchestres turcs et arabes font danser les gens, surtout leurs compatriotes. La Place du Foin déborde de monde ; les stands de boissons, de saucisses et de sandwiches végétariens (merci Annie et Philippe) sont assiégés.



Pendant ce temps, 13, rue du Général Zimmer, mijote le couscous du soir.

Sur le podium, Eugène von d'r Krutenau fait glisser sous sa moustache son harmonica bien huilé, accompagné aux cuillères par Maurice, et soulève l'enthousiasme de la foule. Un peu plus tard, alors que l'orchestre Big Boss s'installe sur le podium pour faire danser les gens jusque tard dans la nuit, le couscous est servi et les knackwurstchle aussi.

Mais à peine l'orchestre a-t-il entamé ses premiers morceaux que le drame éclate...

*"Il n'y a plus rien à boire"
"Et à manger non plus, il reste juste du café et du pain".*

Vite on emprunte deux caisses de bière au restaurant "Zam Heywawe" juste à côté alors que Mme Henel et Mme Arh aidées de Lisbeth font la chaîne pour approvisionner en café. Deux machines à café, conduites par M. Henel sont sous pression en permanence dans son appartement.

Sur la piste de danse, ça gâche serré, serré. "Moi, ça me botte" dit Marc (notre cordonnier, bien sûr !).

Pour l'année prochaine, il faudra prévoir plus de boissons

Les discussions se sont engagées sur les quantités de boisson qu'il aurait fallu commander. Ah ! On nous en a voulu d'avoir si mal prévu, mais ce qu'il fallait prévoir ce jour-là, c'était le soleil et la grande envie de tous de sortir, voir des gens, boire et manger, faire la fête ; s'isch endlich mal wieder ebs los.

Avec cela, bien sûr pas de bénéfices, nous sommes à peine rentrés dans nos frais.



Mais il nous reste dans la tête, le souvenir des énervements et des sacrées rigolades, de la fatigue et aussi le goût du couscous, la musique dans les oreilles. Tout cela avec énormément de monde et énormément de soleil.

Nous tirons un grand coup de chapeau et un grand merci à tous ceux qui ont donné un coup de main ainsi qu'à tous ceux que nous n'avons pas cités et dont nous connaissons à peine le nom.

Allez, on remet ça l'année prochaine !

Francis KECK

